



LE SAMEDI 19 NOVEMBRE, TOUS ENSEMBLE POUR LES SERVICES PUBLICS



Secteur après secteur, une politique de privatisation de tous les services publics est engagée dans notre pays. Cette politique a une dimension européenne et mondiale avec la remise à l'ordre du jour du projet de directive Bolkenstein en Europe et les discussions sur l'Accord Généralisé sur le Commerce des Services à L'OMC.

Alors, de quelle société voulons-nous ? Une société qui reconnaît des droits fondamentaux aux citoyens, assurant pour tous le droit à la santé, à l'éducation, au logement... pour que chacun puisse vivre dignement ou une société des inégalités et des affrontements sociaux parce que seuls ceux qui disposent des moyens financiers pourraient accéder à des services de qualité ?

La fonction publique est au cœur des enjeux : outil au service de la population pour les droits ou outil de répression et de contrôle social ?

Dans de nombreux ministères et services, les personnels se mobilisent contre une réforme de l'Etat et une fausse décentralisation qui se traduit par un désengagement de l'Etat, des transferts de missions, de charges et de personnels (donc de fiscalité), des regroupements autoritaires de services quand ce n'est pas leur privatisation.

En 2006, pour la 4^{ème} année consécutive, le gouvernement a programmé la suppression de 5300 emplois. Il veut aller plus loin et de ne plus remplacer qu'un fonctionnaire partant en retraite sur 2 à partir de 2007.

La suppression des emplois, ce sont des missions publiques qui ne seront plus assurées, des services publics de proximité (postes, hôpitaux, perceptions du trésor...) fermés au nom de la seule rentabilité financière. Les conséquences sont en premier lieu pour les citoyens qui constatent la dégradation des services publics, la non-prise en compte des besoins nouveaux, l'augmentation du coût des prestations, la forte hausse de la fiscalité locale et de la fiscalité indirecte.

Un mouvement qui s'élargit

Les luttes associant les personnels et les usagers se multiplient pour la défense des services publics. Des élus, comme il y a un an dans la Creuse, se joignent au mouvement de protestation.

Une fédération des collectifs de défense et de développement des services publics s'est constituée pour regrouper tous ceux qui veulent s'engager et agir pour le service public avec un appel à une grande manifestation à Paris le 19 novembre.

L'UGFF, partie prenante de cet appel, invite les personnels actifs et retraités à exprimer massivement ce jour là leurs revendications pour :

- **L'arrêt des privatisations et la réintégration dans le secteur public des services privatisés ;**
- **Un moratoire à la mise en œuvre de la réforme de l'Etat et de la loi dite de « décentralisation » ;**
- **Un service public de qualité sur tout le territoire, doté des financements nécessaires, pour l'exercice des droits fondamentaux de la population, dans l'égalité, la solidarité et le progrès social ;**
- **Pour la Fonction publique, l'ouverture immédiate de négociations sur les salaires, la revalorisation de la grille, les droits des personnels. et la titularisation des personnels non-titulaires et précaires, un plan de création d'emplois statutaires.**

MANIFESTATION PLACE D'ITALIE A 13 H 30

Montreuil, le 7 novembre 2005